



AMBASSADE DE FRANCE EN COTE D'IVOIRE
SERVICE ÉCONOMIQUE D'ABIDJAN

Le Conseiller Economique

Affaire suivie par : souleymane.ouattara@dgtresor.gouv.fr

Juin 2015

SITUATION ECONOMIQUE EN FINANCIERE DE LA COTE D'IVOIRE

La situation macroéconomique de la Côte d'Ivoire est aujourd'hui très favorable. La croissance est forte, près de 2 points supérieure à la moyenne de l'UEMOA, et devrait se maintenir à des niveaux élevés. L'inflation est contenue et les secteurs exportateurs assurent l'équilibre de la balance des paiements courants. Les fondamentaux budgétaires sont également satisfaisants dans le contexte d'une stratégie d'expansion budgétaire et d'investissement maîtrisée.

1. La Côte d'Ivoire, dont les fondamentaux économiques apparaissent solides, constitue le principal pôle de croissance en Afrique de l'ouest francophone

1.1 Les perspectives macroéconomiques de la Côte d'Ivoire sont positives. Le pays a ainsi enregistré deux années de forte croissance, avec +8,0% en 2014 et +8,7% en 2013, et celle-ci devrait se maintenir à un niveau élevé en 2015, estimé à +8,0%. Sur la période 2012-2014, la croissance du PIB réel par habitant s'est élevée à 20%. Ces performances, dues aux fondamentaux de l'économie ivoirienne ainsi qu'à un effet de rattrapage après les années de crise politique, contribuent à faire du pays un pôle économique en Afrique de l'ouest, représentant 35% du PIB cumulé de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) avec un PIB de 35 MdsUSD en 2014. La relance est essentiellement soutenue par les investissements publics (dans les secteurs des transports, de l'énergie, de la santé et de l'éducation) et privés (mine, agriculture, énergie et logements), à la faveur de l'amélioration progressive de l'environnement des affaires.

Au plan sectoriel, la Côte d'Ivoire possède de solides atouts, notamment dans le secteur agricole (28% du PIB) où elle conserve sa place de 1^{er} producteur mondial de cacao (plus de 35 % du marché). Le secteur secondaire (25% du PIB) concerne principalement le raffinage de pétrole brut, le BTP et l'agro-alimentaire. Le secteur tertiaire (47% du PIB) est dominé par la téléphonie mobile (cinq opérateurs), les activités bancaires et les technologies de l'information et de la communication.

1.2 Dans ce contexte de fort dynamisme de l'activité, l'économie ivoirienne est stabilisée. L'inflation est contenue à +0,4% en 2014 et devrait atteindre +1,2% en 2015, bénéficiant des effets positifs, liés à la Zone franc, de la monnaie commune et de la fixité des parités avec l'Euro. L'inflation se maintient ainsi sous le seuil commun fixé à +3,0% pour les pays de l'UEMOA.

La position extérieure s'est améliorée en 2014, le déficit du compte courant s'établissant à -0,7% du PIB contre -1,4% du PIB en 2013, sous l'effet positif conjugué de la baisse des cours du pétrole, et donc du coût des importations d'hydrocarbures, de l'amélioration des termes de l'échange et de la hausse des exportations de cacao, qui représentent plus d'un tiers du total des exportations. Pour 2015, le compte courant devrait rester proche de l'équilibre, le FMI prévoyant un faible déficit de -0,7% du PIB.

2. La forte croissance permet à ce stade d'absorber l'endettement nécessaire au financement du développement

2.1 La situation des finances publiques de la Côte d'Ivoire est globalement saine. Le déficit budgétaire est resté contenu à un niveau proche de -2,0% du PIB en 2013 et 2014 (respectivement -2,3% et -2,2% du PIB). Pour cette dernière année, la sous-exécution en

recettes par rapport aux prévisions a été compensée par la sous-exécution des dépenses d'investissement, permettant d'éviter un glissement du déficit budgétaire. En 2015, la situation budgétaire devrait être plus contrainte, en raison de recettes publiques moins importantes qu'attendues – notamment en matière de rendement des impôts directs, de la TVA et des douanes – et de l'apparition de nouvelles dépenses en faveur des secteurs de l'éducation, de l'armée et des subventions au secteur de l'énergie. En conséquence, le solde budgétaire devrait se creuser en 2015 pour atteindre -3,7% du PIB.

En 2014, la dette publique globale s'élève à 46,6% du PIB tandis que la dette extérieure atteint 19,1% (C2D exclu). Depuis l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE en juin 2012, aboutissant à l'annulation de 99,5% du stock de dette extérieure, la Côte d'Ivoire a connu une hausse régulière de la dette publique globale. Celle-ci pourrait se stabiliser à moyen terme, sous réserve que le déficit budgétaire reste contenu à un niveau proche de -3,0% du PIB. En revanche, la charge de la dette devrait augmenter, passant de 10,8% des recettes totales en 2014 à plus de 13,0% en 2015.

2.3 La Côte d'Ivoire bénéficie d'un programme avec le FMI depuis la fin de la crise en 2011. A une Facilité rapide de crédit de 130 MUS\$ s'est ensuite ajouté un programme triennal sous la forme d'une Facilité élargie de crédit (FEC) de 614 MUS\$ d'aide budgétaire décaissable en sept fois. La sixième revue a été adoptée en décembre 2014. Le programme qui devrait initialement prendre fin en 2014 a été reconduit pour une année supplémentaire à la demande de la Côte d'Ivoire, assorti d'une augmentation de 40% de la quote-part du pays (182 MUS\$).

Le FMI se montre confiant pour la pérennisation de la dynamique économique du pays. La septième revue du programme, qui s'est déroulée en avril 2015, souligne les bonnes performances macroéconomiques du pays, tout en appelant à la vigilance sur le maintien des objectifs budgétaires dans un contexte électoral et en encourageant la mise en œuvre de réformes en matière de gestion financière et comptable publique.